

# Macroéconomie et microéconomie

## Les théories économiques à l'épreuve de la crise

**Le partage inégalitaire des revenus de la production se trouve au cœur de la crise actuelle et de celle de 1929. L'avidité des financiers et les déficiences de la réglementation peuvent aggraver la crise mais font partie intégrante du fonctionnement du système.**

**BERNARD GUERRIEN**

CHERCHEUR ASSOCIÉ AU SAMOS-MATISSE (CENTRE D'ÉCONOMIE DE LA SORBONNE),  
UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE, SYNDIQUÉ AU SNESUP.

**L**a crise actuelle provoque des revirements surprenants chez les économistes qui ne jurent plus que par Keynes, considéré encore il y a peu comme « dépassé ». Certains parlent même d'un « retour de Marx ». En économie, une théorie peut, en fonction des circonstances, être en vogue à un moment donné, puis récusée, pour revenir brusquement sur le devant de la scène. L'absence de loi faisant consensus et l'impossibilité de mener des expériences contrôlées expliquent, en partie, ces va-et-vient théoriques qui ont de quoi étonner les habitués des sciences de la nature (1). L'existence d'une ligne de clivage fondamentale entre l'opinion optimiste ou pessimiste des économistes sur la façon de fonctionner des marchés favorise également ces retournements.

Le système des échanges marchands conduit, à quelques réserves près, à une affectation efficace des ressources pour les optimistes – dont Smith, Ricardo, et l'école néoclassique qui forme le courant dominant de ces dernières décennies. Au contraire, le capitalisme livré à lui-même représente une source de gâchis et tend à une utilisation insatisfaisante des ressources en hommes et en matériels, estiment les pessimistes dont Marx et Keynes incarnent les figures de proue.

### THÉORIES ET RÉALITÉ

La crise des années 1930 a fortement marqué les théories dominantes actuelles, qu'elles relèvent d'un point de vue optimiste ou pessimiste. À l'origine, les auteurs de la variante optimiste voulaient avant tout empêcher le retour

de catastrophes similaires. La « microéconomie » ou « modèle de l'équilibre général » a cherché la meilleure façon de coordonner les décisions individuelles par le biais du système de prix.

Elle a traduit ce problème sous forme mathématique. Cette mathématisation suppose que chacun s'évertue à maximiser sa satisfaction ou son profit, dans le cadre des règles établies par une sorte de planificateur bienveillant. La solution consiste alors à rendre compatibles les offres et les demandes individuelles en agissant sur les prix. Conçu en période de crise, ce modèle, où seul le centre a le droit de proposer des prix et d'organiser les échanges, est décrit de nos jours (2) comme la représentation idéalisée d'une économie de marché... décentralisée !

Rendue possible par les hypothèses retenues, l'utilisation de techniques mathématiques relativement compliquées (3) occulte l'absurdité de la situation : le profane n'y comprend rien tandis que l'initié s'intéresse aux solutions (au sens mathématique) du modèle (4) et non à leur signification économique (5).

À côté des délires mathématisés de la microéconomie, ont surgi d'autres théories qui cherchent à rendre compte de la réalité. Elles relèvent essentiellement de ce que les économistes appellent « macroéconomie ». Elles s'intéressent aux relations entre des agrégats comme le produit intérieur brut, le niveau des prix, la masse monétaire, la consommation des ménages, l'investissement des entreprises, etc. Elles se servent des données statistiques disponibles pour estimer les paramètres de leurs

modèles, en vue notamment d'établir des prédictions chiffrées.

Dès son origine, la macroéconomie est marquée par la vision plutôt pessimiste du fonctionnement des marchés développée par Keynes. Celui-ci s'est appuyé sur quelques relations entre agrégats, suggérées par la théorie ou l'observation, pour formuler des recommandations de politique économique. Mais les États ont exigé de plus en plus des prévisions chiffrées. Les économistes dits «keynésiens» ont alors estimé les relations suggérées par Keynes, auxquelles ils en ont ajouté d'autres, de leur propre cru. Même si on peut interroger leur fidélité à la pensée de Keynes, les modèles ainsi obtenus supposent des comportements très différents de ceux que postule la microéconomie, en raison notamment de la place qu'ils donnent à l'incertitude.

La distinction entre microéconomie et macroéconomie ne provient donc pas de l'échelle retenue, mais des hypothèses émises sur les comportements et le cadre de leurs interactions. La microéconomie développe d'ailleurs

son propre modèle macroéconomique, dit «d'équilibre général», dont l'offre et la demande totales constituent les principaux agrégats (6).

### EXPLICATIONS DE LA CRISE

Le modèle de base de la microéconomie ressemble à un réseau en étoile, avec un centre qui coordonne les choix individuels en utilisant la «loi de l'offre et de la demande». Un thème lancinant des partisans de ce modèle soutient que les entraves à cette loi peuvent être sources de mauvais ajustements. Personne n'affirme cependant qu'elles sont à l'origine des crises.

Le cadre de la macroéconomie se prête bien mieux à leur étude, puisqu'il fait songer à un circuit, dans lequel la production est achetée par les revenus qu'elle génère (salaires et profits). Le circuit est «fermé» – état «stationnaire» ou d'«équilibre» – quand il ne se modifie pas d'une période à l'autre.

Pour comprendre l'origine de la crise, supposons que la production est divisée en biens

→



→ de consommation et d'équipement, et que la société est formée de « pauvres » qui se contentent des biens de consommation et de « riches » qui achètent tous les biens d'équipement. Si « pauvres » et « riches » acquièrent l'ensemble des biens de consommation, le circuit est fermé. L'équilibre règne. Celui-ci est rompu si, par exemple, les riches n'achètent pas les biens de consommation produits, que les pauvres n'ont pas le moyen de se procurer, faute de revenu suffisant. Il y a surproduction de ces biens, et le circuit se contracte.

La finance peut éviter cette contraction dans la mesure où elle permet le transfert aux pauvres du revenu non dépensé par les riches. L'excédent de biens de consommation trouve alors preneur, et le circuit est de nouveau fermé. Ce bouclage n'est, bien entendu, jamais parfait, mais l'action de l'État et une certaine inertie dans les comportements contribuent à son maintien. Il n'exclut ni le chômage, ni l'existence de capacités de production excédentaires.

Le bouclage devient plus difficile quand les inégalités augmentent. Les financiers doivent alors faire preuve de plus d'« innovations » pour, à la fois, pousser les riches à prêter leur revenu excédentaire et les pauvres à emprunter, en vendant de fait une partie de leur futur travail. La crise actuelle et celle de 1929 ont en commun d'avoir été précédées par une très forte montée des inégalités avec, en parallèle, une envolée de l'endettement des ménages (7).

Le partage inégalitaire des revenus de la production se trouve donc au cœur de la crise, et non l'avidité des financiers et les déficiences de la réglementation qui peuvent évidemment l'aggraver mais restent nécessaires au fonctionnement du système. Il est facile d'accu-

ser *a posteriori* Alan Greenspan (8) de laxisme, ou les régulateurs de n'avoir rien vu. Mais s'ils avaient serré la vis auparavant, ils n'auraient fait qu'avancer le moment de l'effondrement.

### QUELLES PERSPECTIVES ?

Avec la crise, les gouvernements ont, en fait, spontanément adopté le point de vue circuitiste. Finies les billevesées sur l'absence de flexibilité du marché du travail et sur la dette publique « fardeau des générations futures » ! Le circuit étant rompu, il fallait d'urgence arrêter qu'il se contracte indéfiniment – la fameuse « spirale déflationniste » – à la suite des faillites bancaires et des restrictions généralisées des dépenses des ménages et des entreprises.

L'endettement public prend le relais de l'endettement privé pour « éponger » l'excédent des riches, à la recherche de placements « sûrs ». Personne n'est toutefois capable de prévoir ce qui va se passer. Les appels répétés aux populations à ne pas diminuer leurs dépenses seront-ils entendus ? Les emprunts astronomiques des États trouveront-ils preneur, sachant qu'ils risquent de causer une forte inflation dans un avenir plus ou moins lointain qui leur fera perdre toute valeur ? Cette inflation peut s'avérer un moyen non désiré de retrouver la stabilité, dans la mesure où elle réduit de fait les inégalités, au prix d'une forte contraction du circuit – avec ce que cela suppose comme souffrances pour les plus démunis. Désormais, il sera difficile de prendre au sérieux toute théorie sur les économies de marché qui n'accordera pas, dans ses réflexions et analyses, une place essentielle aux crises. ■

Bernard Guerrien

### → Notes/Références

[www.bernardguerrien.com](http://www.bernardguerrien.com)

1. GUERRIEN, B. *L'illusion économique*. Paris : Omniscience, 2007. ISBN 2-916097-11-2.

2. Notamment dans les manuels scolaires.

3. Contrôle optimal, topologie différentielle, etc.

4. Par exemple, l'existence de prix d'équilibre.

5. [www.autisme-economie.org/article21.html](http://www.autisme-economie.org/article21.html)

6. GUERRIEN, B., BENICOURT, E. *La théorie économique néoclassique*. Paris : La Découverte, 2008. ISBN 2-707154-22-9.

7. <http://dechiffrages.blog.lemonde.fr/2008/11/10/des-revenus-aussi-mal-partages-qu'en-1929>

8. Président de la Réserve fédérale, la banque centrale des États-Unis, du 11 août 1987 au 31 janvier 2006.